

La libéralisation de l'économie brésilienne progresse lentement et par à-coups. L'absence d'un consensus sur l'orientation à donner à la politique économique explique en partie cette lenteur. Selon de nombreux observateurs, le ministre du Plan, José Serra, auquel la presse prête des liens avec les intérêts industriels de São Paulo, et la ministre de l'Industrie, Dorothea Werneck, appuieraient des politiques protectionnistes favorables aux intérêts de l'industrie brésilienne.

Cette ambivalence concernant le rôle de l'État dans l'économie se manifeste aussi au Congrès du Brésil. La discipline de parti n'y est pas très forte, non plus que la loyauté envers le parti, et l'opportunité de privatiser des entreprises d'État clés ne fait pas l'objet d'un ferme consensus⁵⁵. Le président Cardoso s'est plaint du fait que son propre parti (le Parti social-démocrate brésilien) n'appuie pas comme il le souhaiterait les réformes économiques soumises au Congrès⁵⁶. La même semaine où ils ont approuvé le premier groupe d'amendements constitutionnels proposé par Cardoso, les législateurs brésiliens se sont prononcés sur un projet de loi qui aurait fixé les taux d'intérêt à 12 % par décision autoritaire de la législature. Le projet de loi a été rejeté, mais le simple fait qu'une proposition en bonne et due forme ait été présentée montre bien que de nombreux décideurs brésiliens sont convaincus de l'efficacité de l'intervention de l'État dans l'économie.

Parmi les obstacles auxquels se heurtent les réformateurs brésiliens figure l'évidente difficulté d'opérer des réformes dans un pays aussi vaste, complexe et hétérogène que l'est le Brésil. Par contraste, le président Menem et les réformateurs argentins pouvaient s'appuyer sur un fort consensus concernant la nécessité de réformes radicales dans le sens d'une libéralisation des échanges, et sur le soutien d'une population relativement peu nombreuse et homogène. Si l'on songe aux difficultés plus grandes qu'auront à surmonter les réformateurs brésiliens, il ne serait pas réaliste de s'attendre à ce que les réformes progressent au même rythme qu'elles ont été réalisées en Argentine.

Voyons deux exemples qui montrent à quel point les difficultés rencontrées par les réformateurs brésiliens influent sur la rapidité et la portée des réformes. Par rapport à Menem, Cardoso ne montre pas d'empressement à privatiser. Nous avons vu précédemment que la privatisation en juillet 1995 de la société Escelsa, une compagnie de distribution d'électricité, était la première depuis l'arrivée au pouvoir de Cardoso en janvier de la même année. Cardoso a choisi la voie de la prudence en matière de privatisation. Il a dit que son gouvernement mettrait deux ans à se départir

⁵⁵ "Business Outlook Brazil", Business Latin America, 22 mai 1995, p. 4.

⁵⁶ "Brazil Chief Urges His Party to Back Econ Reforms", Reuter News Service, 4 juillet 1995.